

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Prosperité avec croissance

De Briey, Laurent

Published in:
Etopia

Publication date:
2011

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):
De Briey, L 2011, 'Prosperité avec croissance', *Etopia*, VOL. 8, p. 15-22.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

PROSPÉRITÉ AVEC CROISSANCE HUMAINE

→ LAURENT DE BRIEY

docteur en philosophie morale et politique
directeur du CEPESS (Centre d'études
politiques, économiques et sociales du CdH)

ceposs@lecdh.be

Un humaniste ne peut qu'être en désaccord avec les écologistes radicaux. Il ne peut accepter de voir les humains réduits à une espèce naturelle parmi d'autres. Il ne peut accepter la soumission de l'humanité à un ordre naturel qui le dépasserait. Mais un humaniste ne peut qu'être en accord avec les écologistes lorsqu'ils mettent en évidence l'insoutenabilité de notre modèle de développement, qu'ils stigmatisent la recherche d'une croissance sans fin dans un monde fini ou qu'ils soulignent l'absurdité du PIB comme mesure de la prospérité. Pour un humaniste, cependant, l'enjeu environnemental, aussi crucial soit-il, est surtout révélateur d'une perte de sens et d'une dés-humanisation de notre modèle socioéconomique.

De ce point de vue, l'un des principaux mérites du livre de Tim Jackson est d'inscrire son plaidoyer pour une transformation écologique de l'économie dans une réflexion plus large – mais encore très parcellaire – sur les modes de construction et de diffusion des valeurs collectives au sein de nos sociétés et sur le rôle que doit jouer l'Etat à cet égard. Partant d'une réflexion critique sur notre modèle économique depuis un point de vue spécifiquement écologique, Tim Jackson rejoint de la sorte la question centrale du livre que j'ai publié l'an dernier¹. Symétriquement, celui-ci se terminait sur un appel encore très programmatique à un mode de développement plus humain. La convergence de nos deux démarches a rendu la lecture du livre de Jackson particulièrement stimulante pour ma propre réflexion tant en raison de nos points d'accord que de désaccord.

Une économie à visage humain

Les points d'accord portent essentiellement sur l'analyse de notre système économique condamné à croître à un rythme insoutenable non seulement pour rencontrer les exigences de rentabilité des investisseurs financiers, mais aussi pour maintenir l'emploi. L'économie à visage humain pour laquelle nous plaidons partage de nombreux traits avec l'économie « Cendrillon » décrite dans le livre de Jackson. Cela apparaissait d'ailleurs clairement dans le programme cdH des dernières élections qui était notamment construit autour de trois alliances pour l'emploi : une alliance emploi-environnement qui rejoint la thèse de Jackson selon laquelle la crise économique actuelle doit pouvoir être une opportunité pour mettre en œuvre des plans de relance axés sur le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de notre efficacité énergétique ; une alliance emploi-démographie investissant dans les services aux personnes auxquels Jackson accorde également une grande importance et dont l'offre est aujourd'hui déjà largement insuffisante alors que leur nécessité

¹ Laurent de Briey, *Le sens du politique. Essai sur l'humanisme démocratique*, Mardaga, Wavre, 2009.

va croître de manière exponentielle avec le vieillissement de la population ; une alliance emploi-éducation, enfin, assurant un niveau de qualification très élevé de notre « capital humain » et nous permettant de faire face à l'exigence de compétitivité à laquelle, dans une économie globalisée, nous resterons inéluctablement soumis – comme Jackson en est conscient même si l'une des différences principales entre humanistes et écologistes est peut-être la considération plus grande que nous croyons devoir, par réalisme, accorder aux contraintes économiques actuelles.

La volonté de soutenir les PME, le commerce de proximité et la production locale, ainsi que celle de mieux réguler le système financier constituent également des éléments de convergence. Il en est de même de ce qui était une autre priorité de notre programme électoral : un rééquilibrage de la fiscalité, afin de réduire la fiscalité sur le travail et de rendre celle-ci plus progressive, via un glissement vers la fiscalité environnementale et sur le capital. Une « humanisation » de l'économie devrait ainsi se refléter concrètement par une baisse relative des prix des services aux personnes par rapport aux prix des biens de consommation.

Jusqu'à un certain point – en fait, tant que l'on n'en vient pas à confondre la finalité et la contrainte –, une économie plus humaine est aussi nécessairement une économie plus respectueuse de l'environnement. Je me refuserai cependant – et c'est là un premier point de réel désaccord – de parler d'une économie sans croissance. Mon opposition est tant conceptuelle que stratégique.

Sur le plan conceptuel, premièrement, la position de Jackson me semble incohérente. Il considère qu'une réorientation de l'économie accorderait une place fortement accrue à des activités très intensives en main d'œuvre et pour lesquelles les gains possibles de productivité sont très faibles, ce qui pèserait fortement sur le potentiel de croissance de l'économie. Il est exact que les emplois de service aux personnes sont

des emplois à haute valeur relationnelle ajoutée, dont la contribution à la prospérité est sans commune mesure avec leur contribution au PIB. Mais la démarche de Jackson passe précisément par une déconstruction du PIB comme une mesure adéquate non seulement de la prospérité sociale dans son ensemble, mais également de la prospérité économique. Un indicateur de développement économique qui ne se réduirait pas aux seuls flux monétaires, qui tiendrait au contraire compte de l'état des stocks du capital physique et naturel, mais aussi humain et social, ainsi que de la contribution des activités domestiques ou informelles, nous amènerait à revoir en profondeur notre jugement tant sur la croissance réelle que nous avons connue ces cinquante dernières années que sur la croissance potentielle d'une économie à visage humain. Evaluer le potentiel de croissance d'un système économique sur base d'un indicateur propre à un autre système (et à un autre modèle macroéconomique) revient à comparer des pommes et des poires.

Deuxièmement, d'un point de vue stratégique, la mise en cause de la croissance, voire l'appel à la décroissance, prend son sens du point de vue d'une avant-garde militante qui a besoin de ce que Serge Latouche reconnaît être un « mot-obus » afin de frapper les imaginations. Par contre, dès que, comme Jackson, l'ont veut dépasser le stade de la conscientisation et mettre en œuvre une réforme en profondeur de notre système économique, il est préférable de recourir à des concepts susceptibles de fédérer largement. Renoncer à l'idéal de la croissance – même s'il doit s'agir d'une autre croissance, d'une croissance humaine –, c'est donner l'impression de renoncer à l'idéal de progrès et de s'opposer au projet même de l'humanisme. C'est se condamner à l'incompréhension.

Une autonomie collective

Un autre point sur lequel je suis profondément en accord avec Tim Jackson est la nécessité d'articuler la critique de notre système économique avec celle de notre système de valeurs. Comme Jackson,

je suis persuadé que le politique a une responsabilité à assumer non seulement sur le plan économique, mais également vis-à-vis du contexte culturel dans lequel nous vivons. Je crois toutefois que cela demande de prendre davantage de distance par rapport à la conception libérale de l'Etat que ne le fait Jackson lorsque, s'inspirant de Sen, il définit le rôle du gouvernement comme étant de « fournir aux citoyens les capacités d'épanouissement – à l'intérieur des limites écologiques. » (169) L'approche de Sen est particulièrement intéressante par sa volonté de s'assurer que les individus disposent, au-delà des droits qui leur sont reconnus, des capacités de les mettre en œuvre en vue de leur propre épanouissement. Mais, selon moi, elle demeure – et entend demeurer – dans un cadre libéral. Le rôle de l'Etat reste restreint à assurer une juste répartition de ressources – ici : des capacités – entre des individus contraints de partager un même monde.

J'ai en fait le sentiment que, comme de nombreux écologistes, Jackson sous-estime le parallélisme existant entre les processus de dérégulations économique et morale. Il pressent manifestement ce parallélisme lorsqu'il écrit que « nos choix individuels tendent irrémédiablement à la myopie. (...) Pour nous empêcher de renoncer à notre bien-être de long terme à force de plaisirs à court terme, la société a développé tout un ensemble de « dispositifs d'engagement » : des mécanismes sociaux et institutionnels qui influencent l'équilibre des choix au détriment du présent et à l'avantage du futur. (...) Les comptes d'épargne, le mariage, les normes de comportement social, le gouvernement lui-même en un certain sens : tous ces éléments peuvent être considérés comme des dispositifs d'engagement. » (162) Cependant, si nous sommes aujourd'hui davantage dans une économie de cartes de crédits que de comptes d'épargne, c'est notamment parce que ces « dispositifs d'engagement » ont été déconstruits au nom de la promotion par le libéralisme politique d'un individualisme moral. La conviction de nombreux écologistes-libéraux de gauche

qu'il est possible de découpler la critique du libéralisme économique et celle du libéralisme politique me semble méconnaître qu'ils reposent l'un et l'autre sur la même fiction d'un individu indépendant et la même déconstruction des normes collectives.

Notre « économie de cartes de crédit » s'est, en effet, nourrie de la réduction du bien commun à la production et au partage des ressources nécessaires à la réalisation des projets de vie individuels. Cette réduction a comme corollaire que, comme Jackson le met en évidence, nous projetons une grande valeur symbolique sur les biens matériels. Mais Jackson me semble faire une erreur d'analyse lorsqu'il croit que cet investissement symbolique est surtout le propre des sociétés inégalitaires et qu'assurer une plus grande égalité matérielle permettrait un désinvestissement symbolique des biens matériels. Le lien logique est, selon moi, inverse : c'est parce que l'estime sociale se mesure à l'aune de la richesse matérielle que les inégalités économiques tendent à se renforcer. Cet investissement symbolique dans les biens matériels est même le propre des sociétés qui, au nom de l'égalité, ont déconstruit les hiérarchies sociales traditionnelles.

Que je ne sois cependant pas mal compris. Je ne plaide pas en faveur d'une posture conservatrice – en fait, réactionnaire – regrettant la libéralisation des mœurs et appelant à un retour aux « valeurs traditionnelles ». Au contraire, je crois que les mouvements réactionnaires actuels se nourrissent – par un « retour du refoulé » – du renvoi libéral des conceptions du bien dans la seule sphère privée. Le besoin de reconnaissance sociale – et donc de différenciation sociale – est un besoin fondamental de chaque personne soucieuse, non seulement d'être respectée au même titre que tout autre être humain, mais également d'être estimée pour son identité singulière. L'enjeu essentiel est dès lors, de prolonger la légitime mise en cause des valeurs traditionnelles par une délibération publique sur le modèle de société et les valeurs que nous souhaitons partager et sur base desquels l'estime sociale pourra être attribuée.

La promotion de l'autonomie individuelle, loin de se satisfaire de la déconstruction systématique des référents collectifs, requiert l'institutionnalisation politique d'une autonomie collective. L'exercice de celle-ci devra permettre l'émergence d'une conception commune de la prospérité, plus large que la seule prospérité économique qui s'impose aujourd'hui par défaut². C'est ainsi collectivement, en retrouvant le sens authentique du politique comme lieu où se forme la volonté générale, que nous donnerons un contenu à l'idéal d'une prospérité avec croissance humaine.

2 Je développe cette thèse dans ma contribution à l'ouvrage collectif portant précisément sur le thème de la redéfinition de la prospérité : L. de Briey, « Prospérité et crise du politique », in I. Cassiers (s. d.), *Redéfinir la prospérité*, Editions de l'Aube, à paraître en 2011.

